

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 19 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 mars 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUTRIEUX AGENCEMENT SAS

Rue Ancien Relais
16450 Saint-Laurent-De-Céris

Références : 2025 391 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0100043458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement DUTRIEUX AGENCEMENT SAS implanté Rue de l'Ancien Relais, 16450 Saint-Laurent-de-Céris. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu connaissance de l'existence de cette entreprise dans le cadre d'une plainte pour nuisances sonores. Suite à l'inspection du 28 mai 2024, l'entreprise s'est mise en conformité administrative : elle est classée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à déclaration pour la rubrique 2410 : « Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues ».

L'inspection du 11 mars 2025 avait pour objet de connaître l'état d'avancement des travaux réalisés pour atténuer les nuisances sonores suite aux mesures acoustiques effectuées en juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUTRIEUX AGENCEMENT SAS
- Rue Ancien Relais 16450 Saint-Laurent-de-Céris
- Code AIOT : 0100043458
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise, existante depuis plusieurs décennies, a été rachetée en mars 2023 par MM Charles

DELUEN et Alexandre THIBAUT.

L'activité principale est celle du travail du bois pour l'agencement de magasins, de bijouteries en créant des vitrines ou du mobilier de présentoirs à partir de panneaux de bois (mélaminés, agglomérés et contreplaqués principalement - peu de bois massif) reçus à l'usine. La société fait un peu de serrurerie mais 75 % de celle-ci est sous-traitée. La production sur place est faible.

L'usine a une surface au sol de 2000 m². Elle emploie 25 personnes, quelques intérimaires sur les chantiers et les 2 cogérants.

Le site est en activité du lundi au vendredi de 7h30-12h / 13h45-17h.

Malgré le changement d'exploitant suite au rachat, l'activité s'est maintenue permettant d'avoir une très bonne première année avec les nouveaux cogérants.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Émission sonore | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.1 et 8.3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 2 | Gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 7.1, 7.2, 7.3 et 7.4 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis l'inspection du 28 mai 2024, l'exploitant a pris en compte les remarques établies dans le rapport acoustique de la société ABC Décibel qui met en évidence des non conformités acoustiques en zones à émergence réglementée (habitation du plaignant). Il a ainsi réalisé la maintenance de la ventilation. Cette dernière est bien identifiée comme la cause principale des nuisances sonores.

De plus, l'exploitant utilise cette ventilation uniquement aux horaires de l'activité du site, à savoir : du lundi au vendredi de 7h30-12h / 13h45-17h. Aussi, il est demandé à l'exploitant de réaliser des actions correctives complémentaires (isolation phonique des murs qui entourent les moteurs de l'installation., ou autre) afin de réduire les niveaux sonores et revenir à une situation conforme.

Enfin, une nouvelle campagne de mesures acoustiques devra être réalisée afin de valider les améliorations que l'exploitant aura décidé de mettre en œuvre et de connaître la nouvelle situation acoustique vis-à-vis des limites réglementaires (prévue pour juin).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 8.1 et 8.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations

Prescription contrôlée :

8.1. Valeurs limites de bruit

a) Cas général

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

| NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT DANS les zones à émergence règlementée (incluant le bruit de l'installation) | EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | EMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|---|---|--|
| Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

8.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Constats :

Suite à l’inspection du 28 mai 2024, l’exploitant a procédé aux mesures acoustiques demandées afin de définir les nuisances en limites de propriété et en zones à émergences réglementées, le 24 juillet 2024 par la société ABC Décibel basée à Poitiers (86). Ces mesures ont été réalisées dans des conditions de jour uniquement (pas d’activité la nuit en dehors de 22h – 7h) normales d’exploitation. Les résultats n’ont pas démontré d’anomalies sur les points de mesure en limite de propriété (cf. tableau ci-après extrait du rapport de mesures).

| | Période diurne (7h – 22h) | | |
|-----------|---------------------------|------------------------------------|------------|
| | Niveaux retenus en dB(A) | Niveau maximal admissible en dB(A) | Conformité |
| Point LP1 | 53,6 | 70,0 | Oui |
| Point LP2 | 53,3 | 70,0 | Oui |
| Point LP3 | 47,0 | 70,0 | Oui |
| Point LP4 | 52,6 | 70,0 | Oui |

En revanche, des dépassements en zone d’émergence réglementée (jardin et intérieur de l’habitation du plaignant) ont été relevés :

Résultats au point ZER1 – Jardin :

| | Fréquences (en Hz) | | | | | | | Global dB(A) |
|------------------------------------|--------------------|------|------|------|-------|-------|-------|--------------|
| | 63 | 125 | 250 | 500 | 1 000 | 2 000 | 4 000 | |
| Bruit ambiant Leq (en dB) | 58.2 | 50.9 | 40.2 | 40.9 | 39.5 | 32.5 | 27.2 | 43.7 |
| Bruit résiduel L95 (en dB) | 38.2 | 32.0 | 26.1 | 26.2 | 23.7 | 22.2 | 17.2 | 30.5 |
| Émergence calculée (en dB) | 20.0 | 18.9 | 14.1 | 14.7 | 15.8 | 10.3 | 10.0 | 13.2 |
| Émergence maximale tolérée (en dB) | / | / | / | / | / | / | / | 6,0 |

L’émergence diurne mesurée est de 13.2 dB(A) pour 6 dB(A) maximum.
Par conséquent l’émergence n’est pas conforme au sens de l’arrêté du 23 janvier 1997.

Résultats au point ZER2 - Chambre fenêtres ouvertes :

| | Fréquences (en Hz) | | | | | | | Global dB(A) |
|------------------------------------|--------------------|------|------|------|-------|-------|-------|--------------|
| | 63 | 125 | 250 | 500 | 1 000 | 2 000 | 4 000 | |
| Bruit ambiant Leq (en dB) | 40.5 | 37.6 | 37.1 | 37.9 | 39.3 | 30.4 | 24.9 | 41.3 |
| Bruit résiduel L95 (en dB) | 23.6 | 20.1 | 19.7 | 17.8 | 15.9 | 16.0 | 13.7 | 23.8 |
| Émergence calculée (en dB) | 16.9 | 17.5 | 17.4 | 20.1 | 23.4 | 14.4 | 11.2 | 17.5 |
| Émergence maximale tolérée (en dB) | / | / | / | / | / | / | / | 6,0 |

L’émergence diurne mesurée est de 17.5 dB(A) pour 6 dB(A) maximum.
Par conséquent l’émergence n’est pas conforme au sens de l’arrêté du 23 janvier 1997.

Résultats au point ZER2 - Chambre fenêtres fermées :

| | Fréquences (en Hz) | | | | | | | Global dB(A) |
|------------------------------------|--------------------|------|------|------|-------|-------|-------|--------------|
| | 63 | 125 | 250 | 500 | 1 000 | 2 000 | 4 000 | |
| Bruit ambiant Leq (en dB) | 30.4 | 20.9 | 20.3 | 11.5 | 12.2 | 12.5 | 12.6 | 20.6 |
| Bruit résiduel L95 (en dB) | 13.1 | 6.2 | 5.3 | 4.9 | 6.6 | 9.4 | 11.7 | 18.1 |
| Émergence calculée (en dB) | 17.3 | 14.7 | 15.0 | 6.6 | 5.6 | 3.1 | 0.9 | 2.5 |
| Émergence maximale tolérée (en dB) | / | / | / | / | / | / | / | 6,0 |

L’émergence diurne mesurée est de 2.5 dB(A) pour 6 dB(A) maximum.
Par conséquent l’émergence est conforme au sens de l’arrêté du 23 janvier 1997.

Le bureau d'études l'exprime par : **"un dépassement des exigences dans les zones à émergence réglementée les plus proches a été relevé. Ces dépassements chez les plaignants peuvent s'expliquer par un résiduel bas, le voisinage proche n'étant composé que d'habitations et par l'absence de masque contrairement aux autres habitations plus proches."**

À l'issue de ce constat de non-conformité, l'exploitant a réalisé une maintenance sur l'aspiration qui génère le bruit. L'entreprise d'électricité Dutrieux basée à St Claud (16) est intervenue le 31 juillet 2024.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir constaté une évolution suite à cette intervention (idem pour les plaignants).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'inspection de mai 2024, une évolution positive a été ressentie par l'ensemble, plaignants comme exploitant. Cependant, afin de diminuer encore ces émissions sonores, l'exploitant envisage de réaliser une isolation phonique des murs où les moteurs de l'aspiration sont installés. En effet, les murs étant perforés (voir photo), les nuisances sonores provoquées par l'installation peuvent se répandre plus facilement vers l'extérieur.



Murs perforés

Moteurs de la ventilation

Suite à ces travaux d'isolation, s'ils sont réalisés, l'exploitant fera parvenir des photos à l'inspection des installations classées pour confirmer son intervention. Il devra ensuite réaliser une nouvelle campagne de mesures acoustiques en zone d'émergence afin de confirmer ou non le retour à la conformité. Il transmettra le rapport à l'inspection des installations classées à l'issue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 7.1, 7.2, 7.3 et 7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et traitement des déchets

Prescription contrôlée :

7.1. Gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

a) La préparation en vue de la réutilisation ;

b) Le recyclage ;

c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;

d) L'élimination.

L'exploitant traite ou fait traiter les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour ce traitement sont régulièrement autorisées à cet effet.

7.2. Contrôles des circuits (Arrêté du 28 juin 2018, article 15)

L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration de production et de traitement de déchets et de traçabilité (bordereau de suivi, document de transfert transfrontalier) dans les conditions fixées aux articles R. 541-42 à R. 541-46 du code de l'environnement.

7.3. Entreposage des déchets

Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 6 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

7.4. Déchets dangereux

Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.

Constats :

L'exploitant a mis en place des bennes de collectes pour trier ses déchets : bois, tout venant (carton / polystyrène / plastiques), Aluminium (recyclage ouvertures et profilés), pour la gestion des déchets issus de production du site mais aussi des déchets de chantiers.



Cependant, la benne dit «tout venant » comprend de nombreux déchets pouvant faire l'objet d'un tri plus rigoureux et spécifique. En effet, les cartons, polystyrènes et plastiques pourraient avoir leur benne unique et permettre un tri plus précis.

L'exploitant possède également des bacs hermétiques pour la collecte des matières pâteuses (peintures, enduits, colles, mastics) et des déchets acryliques et/ou solvantés. Ces déchets dangereux sont récupérés par la société Chimirec Delvert basée à Jaunay-Marigny (86) dont la dernière facture n°F101245172 date du 10 octobre 2024 pour un enlèvement des produits réalisé le 7 octobre 2024.

Les bordereaux de suivi sont accessibles sur le portail Trackdéchets.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de se conformer à la réglementation et notamment article L541-21-2 du code de l'environnement :

« Tout producteur ou détenteur de déchets met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de ses déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre, du bois et des textiles.

Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre. » [...]

L'exploitant veille à respecter la gestion des déchets l'obligation de tri à la source, notamment le « tri 5 flux en entreprise ». La benne « Tout venant » présente sur le site doit faire l'objet d'un tri plus méticuleux notamment pour les cartons, polystyrènes et plastiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois